



UNION NATIONALE DES RETRAITES DE LA POLICE

42-52, rue de l'Aqueduc - 75010 PARIS

☎ 01.53.35.87.40 📠 01.53.35.87.49

Site : www.unrp.com

💻 contact@unrp.com

COMMUNIQUÉ BUREAU NATIONAL UNRP du 1er décembre 2020

Le bureau national de l'UNRP ne peut rester indifférent au climat de haine entretenu depuis plusieurs mois contre les forces de l'ordre.

Nous réaffirmons notre solidarité avec les policiers et gendarmes qui font l'objet de violences, menaces et critiques malveillantes.

Bien évidemment, nous condamnons les actes de violences illégitimes constatés et poursuivis actuellement par la justice. Ces comportements n'ont pas leur place dans notre activité. Des fonctionnaires en charge de la sécurité ne peuvent agir de la sorte sans éclabousser la police toute entière. Les auteurs assumeront leurs responsabilités et nous avons confiance dans la justice de notre pays. Toutefois, ces policiers fautifs doivent bénéficier des mêmes droits que tout autre citoyen. La présomption d'innocence ne doit pas être bafouée. Or, comme dans un récent procès devant la cour d'assises de la Haute-Saône, nous assistons à une pression médiatique qui dépasse de loin le droit d'informer. Des vidéos de ces violences sont présentes en boucle, le micro est tendu à tous les détracteurs et les termes de « violences policières » sont répétés à longueur d'émission et d'article. Nous préférons à ce terme journalistique la qualification véritable de « violences illégitimes » qui a le mérite de ne pas imputer à toute une profession la faute de quelques-uns.

S'agit-il de servir le dessein nourri par les extrêmes d'une accusation inique de toute l'institution policière pour l'élever au rang de vérité absolue ?

Nous nous insurgons contre cette surmédiatisation qui attise la haine contre les forces de l'ordre.

Nous dénonçons ceux qui profitent de ces événements dramatiques pour accuser la profession entière et ainsi fragiliser les institutions.

Nous l'affirmons une nouvelle fois avec force : ces violences illégitimes sont l'œuvre de quelques personnes et l'immense majorité des missions souvent périlleuses sont menées par les policiers et les gendarmes dans le respect du droit et des personnes.

Aussi, conscients de nos responsabilités auprès de nos jeunes collègues et fiers de notre passé inscrit dans le service de la République et des citoyens, appelons-nous les élus de la nation à apporter leur soutien aux forces de l'ordre.

Des moyens et des actions ont été détaillés par les organisations syndicales qui vont dans le bon sens pour réduire des dérapages condamnables. Nos forces de l'ordre ont besoin de ces moyens et formations. Nulle autre profession n'aura été autant impliquée depuis bientôt une année dans des missions répétitives et dangereuses. Les policiers et les gendarmes ne doivent pas devenir les boucs émissaires d'une société en souffrance agitée par des groupes haineux.

Nous appelons nos collègues à faire bloc dans le strict respect des protocoles légaux et à ne pas céder aux ignobles provocations de ceux dont le seul objectif est d'instaurer le chaos.

Philippe MOUË



Président UNRP